

UNITE D'ACTION SYNDICALE (UAS) / BURKINA FASO

LES CENTRALES SYNDICALES:

CGT-B – CNTB – CSB – FO/UNSL – ONSL – USTB

Et

LES SYNDICATS AUTONOMES :

SAIB – SATB – SAMAE–SATEB– SBM– SNEAB – SNESS – SYNATEB –SYNATIC– SYNTAS
SYNTRAPOST–SYNAPAGER–SYNATIPB–SYNATRAD–SYSFMAB– SYNATEL – UGMB

Ouagadougou, le 1^{er} mai 2011

MESSAGE DU 1^{ER} MAI 2011

Camarades militantes et militants des centrales syndicales et des syndicats autonomes,

Camarades militantes et militants des réseaux, mouvements et associations de la société civile membres de la Coalition Nationale de lutte contre la Vie Chère,

Camarades travailleuses et travailleurs du Burkina Faso,

Chers invités,

Le 1^{er} mai nous offre l'occasion de nous souvenir de la lutte et des sacrifices des ouvriers de Chicago en 1886. Par le rassemblement et les manifestations de ce jour, nous sacrifions, à l'instar de tous les travailleurs du monde, au devoir de mémoire vis-à-vis de ces vaillants combattants à qui nous devons tant, particulièrement la journée de travail de 8H et l'institution du 1^{er} mai comme Fête Internationale du Travail grâce à l'action de l'Association Internationale des Travailleurs.

A la mémoire de ces valeureux devanciers mais aussi de tous les camarades d'ici et d'ailleurs qui nous ont quittés depuis le 1^{er} mai passé, nous vous prions d'observer une minute de silence.

Merci ...

Camarades militantes et militants,

Camarades travailleuses et travailleurs du Burkina Faso,

Au-delà du témoignage de notre reconnaissance envers nos devanciers, le 1^{er} Mai nous offre l'opportunité de faire le tour de la situation internationale et nationale, ensuite de jeter un regard rétrospectif et critique sur les luttes que nous avons menées depuis l'année dernière.

Quelle est la situation qui prévaut dans le monde, en Afrique et au Burkina Faso ?

I. DE LA SITUATION INTERNATIONALE

L'année 2011 est déjà très riche en événements qui marquent et marqueront profondément les peuples du monde.

L'approfondissement de la crise du système capitaliste et impérialiste que nous observons et évoquons depuis des années est aujourd'hui patent. D'origine financière, la crise est devenue économique, alimentaire, bref, une crise généralisée nourrie par les spéculations et la recherche effrénée des surprofits qui caractérisent le néolibéralisme. Elle se traduit entre autres par les phénomènes majeurs suivants :

1. La crise économique perdure et s'accroît, ce, malgré les mesures drastiques prises par la plupart des gouvernements occidentaux, malgré aussi les sommes colossales tirées des fonds publics dans le cadre de plans de « stimulation » au profit des banques et des grandes sociétés. *L'économie mondiale, à l'image de celle des Etats-Unis, plonge chaque jour un peu plus dans le chaos, avec des taux de croissance négatifs pour bon nombre de pays.*

Les organismes des Nations Unies prévoient une accentuation de l'appauvrissement de millions de personnes avec des cortèges d'affamés et de sans-abri aussi bien dans les pays pauvres que dans les pays riches.

Selon la FAO, en 2010, 925 millions de personnes sont victimes de faim chronique dans le monde dont 15 millions dans les pays riches.

Déjà, les prix des céréales connaissent des hausses vertigineuses. A ce jour, les prix du maïs ont dépassé les pics de 2008 qui avaient suscité les « émeutes de la faim » dans plusieurs pays.

La Croix-Rouge internationale, quant à elle indique que plus de 827,6 millions de personnes vivent dans des logements insalubres situés dans des bidonvilles.

2. Les agressions contre les travailleurs et les peuples se multiplient et s'accroissent. Ainsi, pour faire face aux déficits budgétaires élevés et aux lourdes dettes qui les accablent, la plupart des pays ont opéré des coupes sombres dans les dépenses publiques et dans les budgets sociaux. Cela se traduit par des baisses de salaires ouvertes ou voilées, la remise en cause des droits et acquis sociaux tels que les retraites.

En plus de ces attaques contre les intérêts des travailleurs et des populations, les puissances impérialistes multiplient les agressions contre les peuples et les pays, dans le dessein de faire main basse sur leurs ressources. De plus en plus ouverte, est l'instrumentalisation de l'ONU, notamment de son Conseil de Sécurité qui ne se gêne pas pour outrepasser les prérogatives de l'ONU et s'arroger le droit d'intervenir dans les conflits internes des peuples et de leur dicter les règles de conduite.

La dernière résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU concernant la Libye confirme la transformation de cette instance en instrument de partage du monde en zones d'influence entre les puissances impérialistes et d'accaparement des richesses des peuples dépendants et dominés économiquement. Les missiles sophistiqués et les avions de la coalition impérialiste avec en tête la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et les Etats-Unis s'abattent depuis lors sur la Libye. Pourtant, ce sont les mêmes puissances, les mêmes dirigeants occidentaux qui ont soutenu et soutiennent les pires dictatures dans le monde y compris celles qu'ils combattent aujourd'hui.

C'est dire que l'argument de la défense de la démocratie et des populations civiles ou encore de l'urgence humanitaire est tout simplement hypocrite.

Ce qui intéresse les puissances impérialistes, ce sont les immenses réserves pétrolières et gazières de la Libye. Du reste, les bombardements intensifs de cette Coalition, ont fait et font inmanquablement de nombreuses victimes dans la population civile. Pire, les victimes des agressions qui fuient vers l'Europe à la recherche de la tranquillité et du bien-être en Europe sont l'objet de refoulements et de mesures discriminatoires de la part des dirigeants européens tels que Sarkozy de France.

En réalité, l'instrumentalisation de l'ONU constitue une grave menace pour la souveraineté de tous les peuples de la région et leurs luttes pour une démocratie véritable et de progrès. Elle porte aussi en elle, des dangers pour la paix et l'intégrité territoriale des pays africains.

Les risques sont d'autant élevés que les rivalités inter impérialistes se renforcent autour des ressources des pays et des zones d'influence, et que les dépenses militaires de la plupart des pays, particulièrement celles des Etats-Unis s'accroissent sans cesse, malgré la crise économique ! Ainsi, les dépenses militaires américaines qui atteignaient la somme de 661 milliards de dollars en 2009, sont passées à 719,2 milliards de dollars en 2010 et celles qui sont prévues pour 2011 s'élèvent à 749,5 milliards de dollars !!!

Visiblement, les dépenses militaires mondiales ne subissent pas les effets de la crise économique, et rien n'est négligé pour préparer et conduire des guerres extrêmement coûteuses et destinées à surveiller et sécuriser les réservoirs de ressources stratégiques et des infrastructures de production.

Nous condamnons ces agressions impérialistes contre les travailleurs et les peuples des pays dominés.

3. Les peuples (y compris ceux des pays impérialistes), fort heureusement, développent partout des luttes multiformes contre la remise en cause de leurs acquis démocratiques et sociaux (France, Grèce, Allemagne, Espagne...). Ils refusent de payer les frais de la crise d'un système dont ils ne sont nullement responsables.

II. DE LA SITUATION AFRICAINE

L'Afrique, malgré ses immenses ressources, est en marge de la vie économique mondiale. Dans ce continent dont bon nombre de pays ont commémoré l'année dernière les cinquante ans de leurs indépendances, la situation est catastrophique sur tous les plans. Les faits qui sont à la base de cette situation, c'est la domination des pays du continent par les puissances impérialistes, leur soumission aux préceptes de la doctrine néolibérale administrés par les institutions financières internationales et le lourd déficit démocratique qui caractérise la plupart de ces pays.

Au plan politique, la commémoration du cinquantième des indépendances n'a pas donné lieu au bilan objectif qui s'imposait pour évaluer la situation avec une claire identification des acquis et des insuffisances, des forces et des faiblesses. En lieu et place, les peuples et les opinions nationale et internationale ont eu droit, comme nous le dénonçons déjà l'an passé, à une falsification des faits historiques d'une part, à des commémorations essentiellement festives et particulièrement coûteuses.

Les fraudes électorales, les tripatouillages des constitutions, les guerres civiles ou les conflits postélectoraux se poursuivent au milieu de quelques cas d'élections pouvant être considérées comme régulières.

Ce sombre tableau est atténué par le vent d'espoir qui, comme nous l'avons dit plus haut, est parti de l'Afrique du Nord et qui a abouti à des soulèvements populaires ayant entraîné la chute de pouvoirs dictatoriaux comme ceux de Ben Ali en Tunisie et de Hosni Moubarak en Egypte. Ces mouvements nous enseignent encore une fois de plus, que la liberté ne se donne pas. Elle se conquiert. Ils nous enseignent qu'il n'y a pas de dictateur ou de régime invincible face à un peuple debout et déterminé.

Au plan économique, l'échec des programmes d'Ajustement Structurel avec leurs différentes dénominations successives, s'exprime en termes d'industries moribondes, de braderie des matières premières, d'agriculture archaïque, etc.

Au plan social, en dépit des bons points dont les performances de son économie sont créditées par les institutions financières internationales au cours de ces dernières années, les populations restent confrontées à une hausse de la pauvreté et du chômage. L'accès aux services sociaux de base demeure parmi les plus faibles du monde.

Au niveau de la sous-région, la situation est profondément marquée par le développement de la crise post électorale en Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, malgré la chute du pouvoir de Laurent K. GBAGBO, la paix n'est pas totalement revenue dans ce pays frère, et les populations restent confrontées à l'insécurité, à la cherté des prix des produits, aux nombreux dégâts causés par la guerre. Nous exprimons notre solidarité et notre compassion aux travailleurs et au peuple frère ivoirien et les encourageons à œuvrer effectivement et dans la solidarité pour leur bien - être.

III. DE LA SITUATION NATIONALE

Notre commémoration du 1^{er} Mai cette année, se déroule dans un contexte assez particulier marqué essentiellement par la faillite des institutions de la IV^{ème} République. Rapidement, l'image d'un pays stable a complètement volé en éclats.

N'en déplaise à certains responsables qui estimaient il n'y a pas longtemps que les institutions fonctionnent normalement, le constat qui s'impose, c'est que tous les quatre piliers de la république, y compris l'Assemblée nationale, sont en crise. A preuve :

- le gouvernement a été dissous et l'Assemblée Nationale qui a reçu la visite des militaires a dû suspendre ses activités et observe depuis lors dans le silence les graves événements qui se déroulent dans le pays ;
- l'armée, tout comme les autres forces de sécurité (CRS, Police), est en déconfiture avec des mutineries à répétition, des chefs militaires pourchassés par les soldats, des mutins qui tirent dans les rues, organisent des pillages et des actes de vandalisme et obtiennent rapidement satisfaction de leurs revendications ;
- la Justice longtemps malmenée par le pouvoir et décriée par les populations, a engagé des actions fortes qui mobilisent les différents acteurs (magistrats, greffiers, avocats, ...)

A la faveur des manifestations diverses et multiformes que le pays a vécues les deux derniers mois, la crise que vit le pays depuis quelques années a éclaté au grand jour. Cette crise est la résultante de la politique que mène le pouvoir de la IV^{ème} République, une politique faite de mépris vis-à-vis des préoccupations des masses populaires, une politique qui s'appuie fortement sur les pratiques de corruption, de fraude, d'impunité et d'atteintes répétées aux libertés démocratiques et syndicales.

Obnubilés par le score de plus de 80% aux dernières élections présidentielles suite à une campagne coûteuse, les dirigeants ont développé depuis lors l'arrogance et le mépris. C'est ce qui explique le résultat globalement négatif de la rencontre annuelle Gouvernement/Syndicats 2010, malgré un mois de discussions.

C'est aussi cette assurance et cette suffisance qui expliquent la volonté clairement affichée de procéder à des réformes politiques qui devraient aboutir à la mise en place de nouvelles institutions budgétivores et à la révision de l'article 37, avec pour objectif avoué de sauter le verrou de la limitation des mandats.

Dans ce contexte de faillite des institutions, les différentes couches populaires, confrontées à la vie chère, à l'inaccessibilité des services de santé et d'éducation, mènent des luttes multiformes et avancent leurs revendications. Ainsi, les élèves et étudiants, les militaires, les commerçants, les policiers, les travailleurs des différentes catégories, et tout récemment les cotonculteurs, descendent dans la rue pour exprimer leurs préoccupations.

***Camarades militantes et militants,
Camarades travailleuses et travailleurs,***

A l'occasion de la journée nationale de lutte du 8 avril 2011 que nous avons organisée sous l'égide de la Coalition contre la vie chère (CCVC), outre le préavis de grève transmis au Président du Faso, Président du Conseil des ministres, nous avons adressé aux autorités la plate-forme minimale de la CCVC avec des points de revendication relatifs d'une part à l'impunité des crimes et aux libertés, et d'autre part à la vie chère.

Aujourd'hui, à travers les manifestations publiques, à travers les nombreuses rencontres que le Chef de l'Etat a été obligé d'initier, les attentes de la plupart des couches sociales ont été exposées au gouvernement, et plus particulièrement au Président du Faso.

***Camarades militantes et militants,
Camarades travailleuses et travailleurs,***

Pour tenter de résoudre la crise, le Président du Faso a pris un certain nombre de mesures qui ont consisté à nommer de nouveaux chefs militaires, à dissoudre le gouvernement, à nommer un nouveau premier ministre en la personne de M. Luc Adolphe TIAO qui a mis en place son gouvernement.

Le jeudi 28 avril 2011, celui-ci a reçu successivement, les centrales syndicales et syndicats autonomes, puis la Coalition Nationale de lutte contre la vie chère, la corruption, la fraude, l'impunité et pour les libertés (CCVC).

Entouré de membres du Gouvernement, il a, après avoir situé le cadre de la rencontre qui se veut selon lui, une rencontre de prise de contact en vue d'apporter des solutions aux préoccupations pour désamorcer la crise socio-politique, annoncé les mesures suivantes :

1. Une subvention de l'Etat à certains produits de 1^{ère} nécessité après concertation avec les importateurs, la ligue des consommateurs et les syndicats, ce dès la semaine prochaine ;

2. La suppression de la TDC en attendant la prise d'une loi rectificative par l'Assemblée Nationale ;

3. Une baisse de l'IUTS de 10% en attendant d'avoir une visibilité sur les finances publiques pour une éventuelle augmentation des salaires

4. Un apurement des arriérés des avancements de 2008 et antérieurs d'ici juin 2011 et l'apurement de ceux de 2009 en Septembre 2011. Trouver ensuite et dans la concertation un système d'évaluation des fonctionnaires

5. Le traitement des dossiers sociaux ainsi qu'il suit :

- Dossiers ayant reçus un accord définitif, apurement d'ici juin 2011
- Dossiers en cours : propositions de paiements par l'Etat en mai 2011

6. La suspension de la nouvelle tarification des actes des professionnels de la santé en attendant le retrait pur et simple du Décret y relatif

7. La suspension des pénalités de retard de paiement sur les factures d'électricité jusqu'en fin Juin 2011

8. La garantie des franchises universitaires avec le retrait dès le lundi 2 mai de la Police spéciale des universités

9. Les libertés démocratiques et syndicales seront strictement respectées

10. Le jugement dans les meilleurs délais du dossier Justin L. ZONGO ainsi que de tous les dossiers pendants. Des mesures énergiques seront prises dans le cadre de la lutte contre la fraude et la corruption

En réponse à l'intervention du 1er Ministre, le Président de mois des centrales syndicales et le Président de la CCVC ont remercié le 1^o Ministre pour l'initiative de cette rencontre de prise de contact et pour les mesures annoncées. Il a été indiqué au 1^{er} Ministre que la coordination se réunira pour apprécier lesdites mesures et en informer les structures, les militants et l'ensemble de la population.

Certes, ces annonces prennent en compte certaines de nos préoccupations, mais bien d'autres préoccupations demeurent autour desquelles nous vous exhortons à resserrer les rangs, à vous armer de courage et d'optimisme pour poursuivre la lutte en vue de l'amélioration de nos conditions de vie et de travail, pour l'élargissement des libertés démocratiques, pour contribuer à la mesure de nos possibilités à un Etat de droit véritable.

Camarades,

Nous terminons notre message en exprimant notre solidarité militante, à l'endroit des travailleurs et des peuples qui se battent à travers le monde pour de meilleures conditions d'existence, pour la liberté et l'indépendance.

**VIVE LE PREMIER MAI !
VIVE LA SOLIDARITE ENTRE LES TRAVAILLEURS !
VIVE L'UNITE D'ACTION SYNDICALE !**

Ont signé :

Pour les Centrales syndicales :

CGT-B

Tolé SAGNON
Secrétaire Général

CNTB

Augustin Blaise HIEN
Secrétaire Général

CSB

Jean Mathias B. LILIOU
Secrétaire Général

FO/UNSL

eph TIENDREBEOGO
Secrétaire Général

ONSL

Paul KABORE
Secrétaire Général

USTB

El Hadj Mamadou NAMA
Secrétaire Général

Pour les Syndicats Autonomes :**SAIB**

O. Pascal OUEDRAOGO
Secrétaire Général

SATB

Idrissa KABORE
Secrétaire Général

SAMAE

Boubacar Prosper MANLY
Secrétaire Général

SATEB

Bonaventure SEGUEDA
Secrétaire Général

SNEAB

Jean KAFANDO
Secrétaire Général

SNES

Samuel DEMBELE
Secrétaire Général

SYNATEB

Tahirou TRAORE
Secrétaire Général

SYNTAS

Victor S. HIEN
Secrétaire Général

SYNTRAPOST

Achille PARE
Secrétaire Général

SYNAPAGER

Apollinaire KABORE
Secrétaire Général

SYNATEL

Souleymane SO
Secrétaire Général

SYNATIC

Justin COULIBALY
Secrétaire Général

SYNATIPB

Jean -Baptiste OUEDRAOGO
Secrétaire Général

SYNATRAD

Daniel P. GANDEMA
Secrétaire Général

SYSFMAB

Mariam TIEMTORE
Secrétaire Générale

UGMB

Gabriel SEBGO
Secrétaire Général